

# Tensions violentes dans les plantations de palmiers à huile de Feronia en RD Congo

20 mars 2019



Ce samedi 16 mars 2019, des militaires auraient tiré à balles réelles sur des villageois de Bolombo et Wamba dans les groupements Mwingi ainsi que Bokala-wamba dans le district d'exploitation de plantations de palmiers à huile de la société canadienne Feronia à Lokutu, Province de Tshopo en République Démocratique du Congo (RDC). Cet incident fait suite à des semaines de tension entre les communautés et la société dans les environs de ses plantations à Lokutu, ainsi qu'à Boteka (Province d'Équateur), où les communautés [ayant déposé une plainte internationale auprès du panel de la banque de développement allemande \(DEG\) contre Feronia](#) revendiquent leurs terres qu'ils considèrent être illégalement occupées.

Aujourd'hui encore, plusieurs véhicules de transport de régimes de palme sont bloqués par les communautés affectées par les activités de FERONIA. Que ce soit sur le tronçon Wamba (Groupement Bolombo 1) où les communautés ont barricadé les routes d'évacuations des fruits, ou sur le tronçon Mosité-Lokutu (Groupement Boleda), les communautés disent n'avoir d'autre choix pour se faire entendre et exprimer leur revendications que de bloquer les activités de l'entreprise.

Depuis le début de cette année, les communautés manifestent contre les salaires impayés ou sous-payés des travailleurs locaux dans les plantations et dans les opérations locales de l'entreprise. Elles ont également demandé à la société de donner suite à leur demande de longue date de libérer les terres qui leur ont été illégalement enlevées depuis l'époque coloniale belge.

Ces réclamations ont à nouveau été communiquées par les villageois de Mwingi aux autorités gouvernementales et à l'entreprise dans une lettre du 13 janvier 2019. Les villageois de Mwingi ont également organisé des manifestations pour communiquer leurs demandes directement à la direction de l'entreprise.

En réponse aux manifestations de janvier, les dirigeants de Feronia ont informé les villageois de Mwingi, lors d'une réunion où l'organisation nationale RIAO-RDC était présente, que l'entreprise réglerait immédiatement le problème des salaires impayés. La société a également affirmé que les problèmes de salaires impayés résultaient de la plainte auprès du mécanisme international de traitement des plaintes déposée par RIAO-RDC en novembre 2018, au nom de neuf communautés des concessions de Feronia à Boteka et à Lokutu.

Selon des sources locales de RIAO-RDC, Feronia a repris le paiement de certains salaires sur son site de Lokutu, mais de nombreux travailleurs journaliers de la société, qui représentent environ 70% de ses travailleurs, affirment qu'ils n'ont reçu qu'un paiement partiel des heures prestées. Les

actions de l'entreprise n'ont donc pas répondu aux demandes des communautés et, par conséquent, les conflits se sont intensifiés.

Les villageois de Mwingi ont par la suite empêché la société d'accéder à ses plantations sur leur territoire et ont commencé à récolter les noix de palmiers pour les transformer eux-mêmes en huile. Lorsque Feronia a tenté de réorienter ses activités de récolte vers des plantations situées sur le territoire voisin de Bolombo, les villageois de Bolombo ont également bloqué l'accès de la société en détruisant deux ponts utilisés par la société pour transporter les noix. Des militaires ont été ensuite envoyés dans la région, et c'est alors que la fusillade a eu lieu.

En tant qu'organisations nationales et internationales de la société civile soutenant activement les communautés touchées par les activités de Feronia en RDC, nous sommes profondément préoccupés par les conflits en cours dans la région de Lokutu. La perte d'accès à la terre et les manquements de l'entreprise ont de graves impacts sur les droits des communautés locales et leurs conditions de vie.

Ces conflits avec les communautés locales résultent directement de l'occupation de leurs territoires par Feronia depuis longtemps sans leur consentement. Face au non-respect des promesses faites par l'entreprise en contrepartie de l'occupation de leurs territoires, les communautés disent n'avoir d'autre choix que de reprendre possession de leurs terres. Les efforts déployés par Feronia pour se soustraire à ses responsabilités en citant la plainte déposée par les communautés comme cause de ses difficultés financières, n'ont fait qu'alimenter le conflit.

Nous appelons les autorités compétentes en RDC, les banques européennes de développement qui financent et / ou détiennent des actions dans Feronia et les Etats européens impliqués à enquêter immédiatement sur les informations relatives aux salaires impayés et sous-payés et à veiller à ce que la société agisse en conformité avec la législation nationale et les standards internationaux.

Nous en appelons à la DEG et aux autres banques de développement qui financent Feronia — CDC (Grande Bretagne), Proparco (France), FMO (Pays-Bas), BIO (Belgique), OPIC (États-Unis), AECID (Espagne) et d'autres— à s'assurer que Feronia mette fin aux abus et violences à l'encontre des communautés et cesse toute manipulation visant à porter atteinte au processus de plainte engagé et dans lequel les populations espèrent trouver un dénouement après des décennies de brutalités et de spoliations.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les agissements de Feronia de ces derniers jours en vue d'organiser une réunion à huis clos dans les locaux de l'entreprise à Lokutu entre une délégation de haut niveau de Feronia et des chefs des communautés locales dans le but de faire signer des accords, alors que les membres du RIAO-RDC n'ont pas pu y participer. Cette réunion, à laquelle participent aussi de nombreux représentants de haut niveau de Feronia venus de l'étranger, a lieu au même moment où une réunion préliminaire aurait du avoir lieu entre le panel du mécanisme international de plaintes et les neuf communautés qui avaient déposé la plainte. Cette dernière réunion à quant à elle dû être reportée suite à l'impossibilité pour les membres du panel d'obtenir leurs visas pour venir en RDC.

Nous appelons au retrait des militaires de la région de Lokutu afin d'éviter toute escalade violente du conflit et nous appelons à une solution pacifique à ce conflit.

Signataires : RIAO-RDC, GRAIN, CNCD-11.11.11, FIAN Belgique, FIAN Allemagne, WRM, Global Justice Now !, Entraide et Fraternité, AEFJN (Belgique), GLAN, SOS Faim, Corner House.